

Unité interdépartementale Anjou Maine
Pôle Carrières et Matériaux
Rue du Cul d'Anon
Parc d'activités Angers / Saint Barthélemy
CS80145
49183 Saint Barthélemy d'Anjou Cedex

SAINT-BARTHÉLÉMY, le 13 mars 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/02/2023

Contexte et constats

Publié sur 

BOUYER LEROUX

L'Établère
49280 La Séguinière

Références : 2023-062_INSP_RAP_SB_BOUYER LEROUX – Brunière
Code AIOT : 0006303116

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/02/2023 dans l'établissement BOUYER LEROUX implanté La Brunière 49280 La Séguinière. L'inspection a été annoncée le 30/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BOUYER LEROUX
- La Brunière 49280 La Séguinière
- Code AIOT : 0006303116
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Il s'agit d'une carrière d'argile autorisée en 1996 pour une durée de 30 ans sur une emprise totale d'environ 15,4 ha consituée de 2 secteurs distincts séparés par la voie communale n°5. L'autorisation initiale a été modifiée en

2020 à la demande de l'exploitant pour permettre l'apport d'inertes extérieurs sur le secteur Est afin de remblayer l'excavation résiduelle dans le cadre de la remise en état de ce secteur à l'avancement. La modification de 2020 prenait également acte de l'arrêt d'activité d'extraction. En mai 2022, l'exploitant a porté à la connaissance du préfet de nouvelles modifications (reprise d'extraction sur le secteur Ouest et sur le secteur Est pour améliorer la qualité de ses mélanges d'argiles). Ce porter à connaissance est traité indépendamment et distinctement du présent rapport d'inspection.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- phasage d'exploitation ;
- conditions d'admission des remblais.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Phasage d'exploitation	AP Complémentaire du 27/10/2020, article 6	/	Sans objet
4	Procédure d'acceptation préalable des remblais	AP Complémentaire du 27/10/2020, article 9-1-3	/	Sans objet
5	Document d'acceptation préalable des remblais	AP Complémentaire du 27/10/2020, article 9-1-4	/	Sans objet
6	Contrôle des remblais à leur arrivée sur site	AP Complémentaire du 27/10/2020, article 9-1-5	/	Sans objet
7	Admission des remblais	AP Complémentaire du 27/10/2020, article 9-1-6	/	Sans objet
8	Registres	AP Complémentaire du 27/10/2020, article 9-1-7	/	Sans objet
9	Mise en œuvre des remblais	AP Complémentaire du 27/10/2020, article 9-2-2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan d'exploitation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	/	Sans objet
2	Qualité des eaux	AP Complémentaire du 27/10/2020, article 5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les déchets apportés vus sur le site sont des matériaux terreux avec très peu d'indésirables. Les conditions de traçabilité et de vérification de ces apports ne satisfont toutefois pas à l'ensemble des dispositions applicables. L'exploitant doit donc mettre en œuvre les mesures nécessaires pour s'y conformer.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15
Thème(s) : Autre, Plan d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;- les bords de la fouille ;- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;- les zones remises en état ;- la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
Constats : L'exploitant a communiqué un plan (mis à jour le 30/09/2022) où sont reportés : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;- les bords de la fouille ;- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;- les zones remises en état ;- Il n'a pas été identifié d'ouvrages à préserver en particulier. Les pylônes de la ligne électrique HT traversant le site sont hors de l'emprise. Le plan montre toutefois a priori (les limites parcellaires sont difficiles à identifier sur le plan en raison de l'épaisseur du trait et de l'échelle retenue) que l'exploitation passée n'a pas été conduite toujours à 10 m des limites du périmètre autorisé. Ce serait le cas dans le secteur Ouest, au Sud, le long de la voie communale n°8 au regard des observations in-situ. La distance de recul de 10 m mériterait de figurer sur le plan.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Qualité des eaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/10/2020, article 5
Thème(s) : Autre, Qualité des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Préalablement au début du remblayage avec des apports extérieurs : L'exploitant réalise une analyse initiale des eaux présentes au fond de l'excavation, portant au moins sur les paramètres pH, DCO, conductivité, indice hydrocarbures, phosphates, chlorures, COT, fluorures, sulfates, phénols, FS, nitrates, nitrites, azote ammoniacal, ammonium, Ca, K, Na, Mg, Mn, Fe, Al, Si, les métaux lourds (As, Ba, Cd, Cr total, Cu, Hg, Pb, Mo, Ni, Sb, Se et Zn), HAP, PCB et BTEX. Par la suite, durant toute la durée d'exploitation : L'exploitant réalise un contrôle des eaux au fond de l'excavation, au moins tous les 2 ans et avant chaque rejet vers le milieu naturel, avec les paramètres suivants : pH, DCO, conductivité, indice hydrocarbures, phosphates, chlorures, COT, fluorures, sulfates, phénols, FS, nitrates, nitrites, azote ammoniacal, ammonium, Ca, K, Na, Mg, Mn, Fe, Al, Si, les métaux lourds (As, Ba, Cd, Cr total, Cu, Hg, Pb, Mo, Ni, Sb, Se et Zn), HAP, PCB et BTEX.
Constats : L'exploitant a réalisé une analyse du 05/07/2021 des eaux présentes au fond de l'excavation (du

secteur Est à remblayer), portant sur les paramètres prescrits. Selon l'exploitant, il s'agit de l'analyse initiale prescrite préalablement au début du remblayage avec des apports extérieurs. L'exploitant a précisé qu'une nouvelle analyse était prévue en mars 2023 comme le prévoit l'AP.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Phasage d'exploitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/10/2020, article 6
Thème(s) : Autre, Phasage d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les travaux sur la partie Ouest sont terminés. Les plans de phasage de la partie Est sont annexés au présent arrêté.
Constats : sur la partie Ouest, il n'y plus aucun travaux depuis l'arrêté complémentaire de 2020 qui s'appuie sur le porter à connaissance fait par l'exploitant en mars 2020. Il apparait toutefois que la configuration des terrains diffère notablement de ce qui était prévue dans ce secteur Ouest. Il n'y a pas qu'un plan d'eau résiduel sur le secteur Ouest. Un petit plan d'eau est présent au Nord-Ouest et le reste de la moitié Ouest est en prairie alors qu'un second secteur plus ou moins en eau est présent dans la moitié Est du secteur Ouest de la carrière. De fait, la configuration effective ne correspond pas au plan de remise en état annexé à l'arrêté. En plus, la bande de 10 m sans exploitation n'a pas été strictement respectée partout. Elle est estimée à plutôt de 5 à 8 m à certains endroits mais apparait stable. Sur la partie Est le phasage correspond à l'arrêté.
Observations : Les modifications apportées doivent être portées à la connaissance du préfet avec les éléments d'appréciation pertinents conformément à l'article R.181-46 du Code de l'environnement. Elles pourront être intégrées dans les compléments au porter à connaissance en cours d'instruction qui vise à une reprise de l'extraction notamment sur le secteur Ouest.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Procédure d'acceptation préalable des remblais

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/10/2020, article 9-1-3
Thème(s) : Autre, Procédure d'acceptation préalable
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant de l'installation met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation. Cette procédure, et les consignes relatives à cette procédure, sont portées à la connaissance des personnels et restent disponibles, notamment à l'accueil de la carrière et à la bascule. a) L'exploitant s'assure que les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées à l'article 9-1-1. b) Il s'assure que les déchets entrent dans la liste des déchets admissibles mentionnés à l'article 9-1-2, et : <ul style="list-style-type: none"> • Qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ; • Que les déchets ne proviennent pas de sites contaminés.
Constats : L'exploitant dispose d'une procédure d'acceptation d'admission des déchets inertes. Cette

<p>procédure ne correspond toutefois pas à la procédure d'acceptation préalable décrite à l'article 9-1-4 de l'AP (Cf. point de contrôle suivant), afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation.</p> <p>Il n'y a pas de bascule ni de « point d'accueil » au niveau de la carrière, de fait, la procédure, et les consignes relatives à cette procédure, ne sont pas disponibles à l'accueil de la carrière et à la bascule. En fonctionnement usuel, il n'y a pas systématiquement de personnel de Bouyer Leroux lors des apports (et, lorsque c'est le cas, le personnel présent n'est pas dédié à l'accueil des inertes).</p> <p>Selon la procédure, l'exploitant s'assure que les déchets n'entrent pas dans les catégories de déchets non autorisés par le biais d'un document intitulé « fiche de suivi des remblais naturel de classe 3 ». Cette fiche est remise périodiquement à l'exploitant par les apporteurs qui la renseigne pour chacun de ses apports. La procédure indique que l'exploitant vérifie la qualité de apports du 1er camion de chaque chantier. Ce point n'a pu être vérifié in-situ (pas d'éléments probant disponibles). Les fiches de suivi des remblais susmentionnées peuvent a priori concerner différents chantiers et porter sur des périodes prolongées. Une boîte aux lettres est présente à l'entrée de la carrière pour que les apporteurs y déposent les fiches de suivi des remblais renseignées. Le dépôt dans cette boîte à lettres peut être ponctuel, en fin de mois ou autre.</p> <p>Le code déchet figure sur la fiche de suivi, et comme indiqué, en principe tout 1er camion d'un chantier fait l'objet d'un contrôle à l'arrivée (ce point n'a pu être confirmé lors de l'inspection). L'exploitant fait également un contrôle des déchets avant de les pousser à leur emplacement définitif.</p> <p>Ceci lui permet de s'assurer que les déchets entrent dans la liste des déchets admissibles et qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable à l'apport.</p> <p>L'exploitant n'a cependant pas su préciser comment il s'assure que les déchets ne proviennent pas de sites contaminés.</p>
Observations : L'exploitant doit améliorer sa procédure d'admission qui est perfectible pour satisfaire pleinement à la procédure d'acceptation préalable prescrite.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Document d'acceptation préalable des remblais

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/10/2020, article 9-1-4
Thème(s) : Autre, Document d'acceptation préalable
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Leur provenance : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ; ▪ Le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ; ▪ L'origine des déchets ; • Les moyens de transport utilisés : le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ; • Leur destination ; • Leur caractéristique : le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à la liste des déchets visée à l'article 7 de la directive 2008/98/CE et définie en annexe de la décision 2000/532/CE ; • La quantité de déchets concernée en tonnes. <p>Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant.</p> <p>Ce document atteste la conformité des déchets à leur destination. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.</p>

<p>Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.</p> <p>Ce document et ses annexes sont conservés, le cas échéant sous forme numérisée, par l'exploitant et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées jusqu'à la mise à l'arrêt définitif de l'installation.</p>
<p>Constats : Comme indiqué au point de contrôle n°4, l'exploitant dispose d'une « fiche de suivi des remblais de classe 3 » où certaines informations prévues figurent. Ce document n'est toutefois pas systématiquement préalable aux apports et n'indique pas strictement toutes les informations telles que listées dont la quantité en tonnes de déchets apportés (bien des m³ soient toutefois indiqués).</p> <p>La fiche de suivi est signée par le transporteur mais pas par le producteur des déchets qui doit attester de la conformité des déchets à leur destination.</p>
<p>Observations : Comme indiqué au point de contrôle n°4, l'exploitant doit améliorer sa procédure d'admission qui est perfectible pour satisfaire pleinement à la procédure d'acceptation préalable prescrite, c'est notamment le cas concernant le document préalable.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 6 : Contrôle des remblais à leur arrivée sur site

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/10/2020, article 9-1-5</p>
<p>Thème(s) : Autre, Contrôle des remblais à leur arrivée sur site</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les apports extérieurs ne sont en aucun cas déversés directement dans l'emplacement à remblayer. Cet emplacement fait l'objet d'une signalisation particulière et de délimitations permettant de le situer. Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation.</p> <p>Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.</p> <p>Les personnes chargées de la vérification et du contrôle de la conformité du chargement ont reçu une formation à cet effet. Le personnel chargé de réceptionner les matériaux en provenance de l'extérieur du site suit régulièrement une formation suivie d'une évaluation et sanctionnée par une qualification renouvelable.</p> <p>L'exploitant effectue une inspection régulière du périmètre de la carrière afin d'éviter toute intrusion et tous dépôts sauvages de matériaux.</p>
<p>Constats : Les apports extérieurs ne sont pas déversés directement dans l'emplacement à remblayer. L'emplacement où ils sont déposés fait l'objet d'une signalisation (panneau à l'entrée du site et fléchage sur le site). Notons que le plan du site affiché à l'entrée du site diffère de la situation réelle et mériterait d'être actualisé. Un merlon délimite l'emplacement du dépôt par rapport à l'excavation.</p> <p>Sur le site, il n'y a pas de vérification avant l'admission des chargements de déchets ni de vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant.</p> <p>Il n'y a pas de contrôle visuel systématique des déchets par l'exploitant à l'entrée de l'installation ni lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchets non autorisés.</p> <p>Un contrôle des déchets est prévu par la procédure avant chargement des camions d'apports et par l'exploitant avant leur mise en place à leur destination finale. Comme déjà indiqué, la procédure interne prévoit un contrôle visuel à l'arrivée du 1er camion d'un chantier. Ce point n'a pu être confirmé lors de l'inspection.</p> <p>Notons qu'une case « Résultat du contrôle visuel » figure pour chaque fiche de suivi des remblais. Cette case est cochée par du personnel Bouyer Leroux sans autre précision. Plus qu'un « résultat », il s'agit de la confirmation d'un contrôle visuel. Cette case ne concerne toutefois pas chaque apport de déchets mais toute la fiche de suivi qui peut concerner de nombreux apports étalés dans le temps, voire possiblement différents chantiers.</p> <p>In-situ, les déchets externes apportés observés sont essentiellement des matériaux terreux avec peu d'indésirables</p>

(fourreaux plastiques, morceaux de bâche,...). Selon l'exploitant, la personne en charge est formée. Aucun formalisme de la réalité de cette formation n'a toutefois pu être présenté. Aucun signe de dépôts sauvages de matériaux n'a été vu sur le site lors de l'inspection.
Observations : Là encore, comme indiqué précédemment, les dispositions en place sont perfectibles et elles ne satisfont pas pleinement aux prescriptions. L'exploitant doit se mettre en conformité.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Admission des remblais

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/10/2020, article 9-1-6
Thème(s) : Autre, Admission des remblais
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le document prévu à l'article 9-1-4 par les informations minimales suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • La quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ; • La date et l'heure de l'acceptation des déchets. Le véhicule de transport qui apporte les matériaux ne quitte le site qu'après en avoir reçu l'autorisation par l'exploitant ou son préposé.
Constats : L'exploitant ne délivre pas d'accusé d'acceptation au producteur des déchets avec un document comportant les informations prévues. Le fichier de synthèse du suivi des remblais qui reprend les éléments des fiches de suivi des remblais à des fins de comptabilité ne comporte pas non plus ces informations minimales (quantité de déchets admis exprimée en tonnes et heure de l'acceptation des déchets). De fait, le véhicule de transport qui apporte les matériaux quitte le site sans avoir reçu l'autorisation par l'exploitant ou son préposé.
Observations : L'exploitant doit se mettre en conformité.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Registres

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/10/2020, article 9-1-7
Thème(s) : Autre, Registres
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Il consigne dans ce registre, pour chaque chargement de déchets présenté : <ul style="list-style-type: none"> • La date de réception ; • Leur provenance (cf. informations identiques à celles prévues à l'article 9-1-4) ; • Les moyens de transport utilisés (cf. informations identiques à celles prévues à l'article 9-1-4) ; • Leur destination ; • Leur caractéristique (cf. informations identiques à celles prévues à l'article 9-1-4) ; • La quantité de déchets concernée en tonnes ; • L'accusé d'acceptation des déchets ; • Le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 9-1-5 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ; • Le cas échéant, le motif de refus d'admission.

<p>Ce registre, pour ce qui concerne les matériaux de remblayage, est conservé, le cas échéant sous forme numérisée, par l'exploitant jusqu'à ce qu'il soit pris acte de la mise à l'arrêt définitif de l'installation par l'administration et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient à jour également un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité.</p> <p>En cas de changement d'exploitant, le registre et la localisation des remblais, pour ce qui concerne les matériaux de remblayage, sont communiqués au nouvel exploitant par le précédent.</p> <p>Ce registre et la localisation des remblais, pour ce qui concerne les matériaux de remblayage, sont également annexés à la notification de mise à l'arrêt définitif de l'installation prévue à l'article R.512-39-1 du code de l'environnement, transmise au préfet.</p>
<p>Constats : L'exploitant tient à jour un fichier de « synthèse de suivi des remblais » qui reprend ses fiches de suivi des remblais à des fins de comptabilité. Ce document qui fait office de registre d'admission (comme les fiches de suivi) ne comporte toutefois pas toutes les informations prévues pour chaque chargement de déchets d'autant qu'il n'y a pas d'accusé d'acceptation des déchets ni de suivi en tonnes ni de contrôle visuel de mentionné pour chaque chargement.</p> <p>L'exploitant tient à jour également un plan topographique de la carrière permettant de localiser les zones de remblais d'une année sur l'autre sans toutefois permettre une correspondance très accrue avec les données figurant sur le registre.</p>
<p>Observations : L'exploitant doit se mettre en conformité.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 9 : Mise en œuvre des remblais

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/10/2020, article 9-2-2</p>
<p>Thème(s) : Autre, Mise en œuvre des remblais</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les analyses initiales et préalables au remblayage prévues à l'article 5 sont effectuées avant toutes opérations de remblayage.</p> <p>Le remblayage de l'excavation peut débuter à partir de la notification du présent arrêté préfectoral d'autorisation. La capacité maximale d'accueil de matériaux extérieurs destinés au remblayage n'excède pas 65 000 t/an.</p> <p>L'excavation de la carrière est remblayée, conformément aux plans de phasage et de remise en état des parcelles de l'installation et aux dispositions sur le remblayage prévues à l'article 7.</p> <p>Le remblayage est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux. L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.</p> <p>Sans préjudice de la réglementation applicable à la protection des travailleurs, l'exploitant s'assure que les personnes présentes dans l'emprise de l'établissement sont en dehors de secteurs susceptibles de mouvement de terrains ou de chute, notamment de remblais. En outre, une signalisation adaptée est mise en place ainsi que, lorsque cela est possible, un dispositif difficilement franchissable limitant l'accès, aux secteurs concernés par la mise en place des remblais.</p> <p>L'exploitant définit dans une consigne spécifique les modalités de mise en œuvre des remblais notamment sur les aspects susmentionnés et afin d'en assurer la stabilité pendant et après l'exploitation. Cette consigne est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les matériaux sont déversés au niveau d'une plateforme d'accueil dédiée, hors d'eau, permettant leur reprise. La plateforme est séparée de l'excavation à combler par un obstacle physique non franchissable (merlon ou autre) par les véhicules apportant les remblais.</p>

<p>Cette plateforme, ses voies d'accès et de sortie sont signalées de façon très visible de jour comme de nuit. Un éclairage suffisant est présent au niveau de la zone de manœuvre et de verse.</p> <p>Les éventuels éléments indésirables (fourreaux en plastiques, bois, ...) détectés sont retirés et stockés dans des conditions adaptées pour être ensuite évacués comme déchets.</p>
<p>Constats : Les analyses initiales et préalables au remblayage prévues sont faites (cf. point de contrôle n°2). Faute de suivi des tonnages, la capacité d'accueil annuelle de matériaux extérieurs destinés au remblayage n'a pu être contrôlée mais serait bien inférieure à 65 000 t/an selon l'exploitant. L'excavation de la carrière est remblayée, conformément phasage et à la remise en état prévus. Le remblayage est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés, aucun signe d'instabilité n'a été observé. Un panneau relatif aux consignes de sécurité pour le déchargement des bennes est présent à l'entrée du site et des merlons présents au sommet des talus de l'excavation. L'exploitant dispose de plus d'une consigne spécifique les modalités de mise en œuvre des remblais. Les matériaux apportés sont déversés au niveau d'une plateforme d'accueil dédiée, hors d'eau qui permet leur reprise et qui est séparée de l'excavation à combler par un merlon. La plateforme et son accès sont signalés de façon visible de jour. Il n'y a pas d'éclairage présent au niveau de la zone de manœuvre et de verse en cas de travail de nuit. Les heures d'apports s'inscrivent a priori sur la période diurne. Ce point est à confirmer d'autant que les heures d'apports ne sont pas enregistrées. Les éventuels éléments indésirables (fourreaux en plastiques, bois, ...) détectés sont retirés. Une benne de stockage dans des conditions adaptées est présente sur le site.</p>
<p>Observations : L'exploitant doit confirmer le tonnage annuel d'apports sur le site et confirmer l'absence d'apports nocturnes ou, le cas échéant, mettre en œuvre les mesures prévues.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>